

Note n° 51 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 16 novembre 2018

Réunion du groupe des neuf

Le 5 novembre, les neuf organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaire-UNRPA se sont réunies. Elles ont tiré un bon bilan des récentes actions et ont décidé de poursuivre les mobilisations et de durcir la riposte.

Le 3 octobre, plus de 240 personnes représentant une trentaine de délégations des départements se sont retrouvées le matin dans la Bourse du travail de la rue Charlot à Paris. Chaque intervenant-e / organisateur d'actions locales a montré la vie et les actions des retraité-e-s dans les départements, la satisfaction de ce que font les neuf de façon unitaire. **Leur ton revendicatif souhaitait souvent de « changer de braquet », de durcir les actions.**



Le repas de midi, bien préparé par CGT, Solidaires et LSR a permis une coupure conviviale.

Les délégations départementales ont participé ensuite à un rassemblement sur la place de la République avec 200 parisiens-ne-s, puis se sont installés devant l'Assemblée Nationale où le président du groupe LREM n'a pas daigné les recevoir, prétextant ensuite que la lettre de demande de rencontre « s'était perdue ». Heureusement, la présence d'élus du PCF et de FI a permis de leur **remettre 250 000 pétitions** (sur les 300 000 recueillies) qui ont été remises quelques instants plus tard au Premier ministre, en pleine séance de l'Assemblée.



Le 9 octobre n'était pas à l'ordre du jour, 4 organisations sur les 9 y appelaient. Dans les interventions, la forte présence des retraité-e-s dans la rue le 9 est apparue, souvent à plus de 4 organisations, parfois en ouvrant le cortège et de façon si importante dans certaines villes, que la presse locale a demandé ironiquement si une action des actifs pouvait se tenir sans l'appui des retraité-e-s...

Le 18 octobre a mobilisé plus de 100 000 personnes dans les 120 actions dont nous avons eu connaissance (il en manque probablement). C'est plus que d'habitude, mais moins que le record du 15 mars. **L'événement le plus marquant a été l'appel à cette journée par 6 autres organisations** venant de la Fonction publique, du monde agricole, du commerce et de l'artisanat, ce qui témoigne de la forte attraction du Groupe des neuf. A noter aussi que l'UNSA, pourtant ambiguë sur la CSG, a fait le choix politique d'appeler au 18 plutôt qu'à la journée de la CFDT du 4 octobre.

La mobilisation continue, avec une guérilla permanente avant de frapper un grand coup.

Les neuf et les retraité-e-s se sont imposés dans l'actualité sociale, grâce à la clarté de leur base revendicative (suppression de l'augmentation de la CSG, revalorisation des pensions selon l'évolution du salaire moyen, 100 % sécu pour la perte d'autonomie), grâce à l'unité qui dure dans le temps, à la pertinence des actions menées. **Nous avons la responsabilité d'élargir la mobilisation** et d'attirer encore davantage de ces 17 millions de personnes dont la majorité n'est pas syndiquée. Les associations organisent davantage de retraité-e-s, elles représentent un des outils de cet élargissement.

Décisions d'action :

- **Nos organisations ont demandé à être reçues par le Président du groupe de la République en Marche à l'Assemblée.** Notre première lettre, pour le 3 octobre, « se serait égarée ! » Le deuxième courrier n'a pas eu plus de succès. La lettre est transformée en lettre ouverte et nous communiquerons sur la réponse, ou l'absence de réponse.
- **Dans tous les départements, nous préconisons des actions de « guérilla » et de « harcèlement »** au cours de la première quinzaine de décembre : blocage d'un pont, d'un carrefour, d'une rue, avec conférence de presse ; occupation de permanences parlementaires des députés LREM qui ont voté l'augmentation de la CSG ; occupation d'autres locaux, CNAV, CNAM, ARS, etc., tracts faisant figurer les noms des députés du département qui ont voté l'augmentation de la CSG.
- **Organisation d'assemblées publiques** de débats et d'échanges sur la situation des retraité-e-s, le remplacement de la pension par une allocation sociale peu revalorisée, le désengagement de la sécurité sociale, etc.
- **Pour la région parisienne, rassemblement devant Bercy le 18 décembre à 14 heures**
- **Au moment des vœux 2019, une campagne « Étrennes de riches, étrennes de retraités »** dénoncera les mesures qui frappent les retraités et celles qui bénéficient aux privilégiés de ce pays.
- **Début 2019, grande journée de mobilisation nationale** à une date à préciser lors de la prochaine rencontre des 9 du 19 décembre.

Prochaine réunion : mercredi 19 décembre à 9 h 30 à la FGR-FP, notamment pour décider l'action 2019.

Allocation sociale et réforme des retraites 2019

Dans le PLFSS 2019, retraite et pension sont remplacées par « allocation sociale » pour deux raisons principales :

- **Fin du droit acquis par des années de cotisations sociales**, c'est-à-dire une pension revalorisée chaque année, au profit d'une allocation dont l'éventuelle revalorisation sera déterminée chaque année en fonction des soi-disant « contraintes » budgétaires.
- **En revalorisant très peu les 300 milliards d'euros de pensions versés chaque année, économies de 2,8 milliards en 2019 et 5,2 milliards en 2020**, sur le dos des actuel-le-s pensionné-e-s, ce qui permettra d'afficher un équilibre des comptes de la branche vieillesse, et donc de faire voter en 2019 la mise en place d'un régime de retraite à points sans tailler davantage dans les coûts.

A noter que le quasi gel de nombre de prestations sociales permet l'économie de 7 milliards d'euros en 2020, aux dépens de personnes en ayant pourtant bien besoin. Ainsi, ce seront 100 millions d'économies sur deux aides aux familles modestes ou pauvres, le complément familial et l'allocation de soutien familial, et 400 millions sur les APL. **Le président des riches a de la continuité dans ses choix !**

Politique fiscale à l'envers

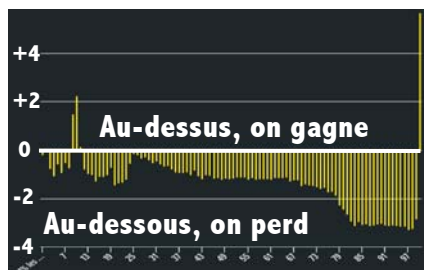
Une politique fiscale juste réduit les inégalités, fait payer davantage les riches pour alimenter une politique sociale. **La fiscalité 2019 fera l'inverse**, elle offre un cadeau de 86 290 € à chaque personne faisant partie du 0,1 % les plus riches, le revenu du 1 % les plus aisés va croître de 6 % (ISF supprimé, prélèvement forfaitaire plafonné à 30 % sur les revenus du capital), celui de l'ensemble des 20 % les moins riches va, lui, diminuer de 3,5 milliards d'euros (très faible revalorisation des prestations sociales, réforme des allocations logement), sans compter la hausse de la fiscalité sur le tabac et l'énergie, l'augmentation du prix des mutuelles, les conséquences de la baisse des dépenses publiques. La partie de la classe moyenne bénéficiant de la baisse de la taxe d'habitation s'en sort sans trop de dégâts, hormis, notamment, le recul global des services publics, accéléré par la suppression de la taxe d'habitation.

Les retraités subiront la double peine : la faible augmentation des pensions et la hausse de la CSG. Quasi-tous perdent, sauf le 1% des plus riches (ceux, par exemple, qui étaient imposés à l'ISF) et la petite minorité dont la baisse de revenu est compensée par celle de la taxe d'habitation. Les plus modestes épargnés par la hausse de la CSG et bénéficiant d'un meilleur minimum vieillesse ne perdent « que » 1 % de leur revenu. Ensuite plus la pension augmente, plus le pourcentage de perte est important.

Pour en savoir plus : cliquer [ici](#).

Légende :

- à gauche, le 1 % le plus pauvre.
- à droite, le 1 % le plus riche.



Hausse de la CSG supprimée pour 300 000 retraité-e-s ?

La colère exprimée le 15 mars a incité le 1^{er} ministre à annoncer que 100 000 retraité-e-s ne subiraient pas l'augmentation de la CSG puis, pour reconquérir un électorat avant les Européennes, à parler maintenant de 300 000 personnes.

Les retraité-e-s juste au-dessus du seuil déclenchant l'augmentation seront déçus, les seuils ne bougeront pas, l'amendement relevant les seuils a été rejeté par les député-e-s LREM. En fait, la décision prise par le gouvernement s'avère assez compliquée et même le 1^{er} ministre a mélangé beaucoup de choses.

Le changement, c'est le gel des seuils pendant 2 ans et l'application de l'augmentation seulement si le revenu dépasse le seuil pendant deux années de suite. Cela permettrait à 100 000 foyers (et non personnes) d'éviter un « aller-retour » dans la zone d'augmentation de la CSG à cause d'un revenu qui ferait passer au-dessus du seuil puis en dessous. Et 200 000 autres foyers subiront la hausse mais avec un an de retard. En tout 300 000 personnes éviteraient chaque année l'augmentation de la CSG.

Cela devrait coûter 350 millions d'euros par an aux finances publiques.

Le rapport de forces du 15 mars a créé une brèche, le 1^{er} ministre a annoncé aussitôt 100 000 non augmentation de la CSG. Maintenant il dit 300 000, mais sans bouger les seuils. **A nous d'ouvrir à fond la brèche !**

Action européenne ORPEA

Le groupe Orpea possède plus de 850 établissements, Ehpad ou cliniques, implantés dans treize pays d'Europe. Les salaires sont faibles et les conditions de travail désastreuses, ce que Orpea a voulu cacher en tentant de faire interdire la diffusion d'une enquête de l'émission « Envoyé spécial » sur les Ehpad.

En France, la clinique La Pinède à Saint-Estève, puis celle de Clinea de Collioure se sont mises en grève contre le manque d'effectifs et de matériel. Orpea a cassé la grève en faisant venir du personnel d'Auxerre, de Marseille et de Paris, payés en heures supplémentaires. Au bout de deux semaines, les salariés ont cédé, sans rien avoir obtenu, ni même signé un protocole d'accord.

En Allemagne, des grévistes ont été interdits de remettre les pieds dans l'établissement, deux membres du CE ont été licenciés sans préavis pour avoir distribué, en dehors de leurs heures de travail, des tracts aux patients annonçant une grève, puis le tribunal a imposé la réintégration.

Partout, des mobilisations s'opposent à la volonté des directions de réduire les coûts de fonctionnement dont 70 % sont des coûts de personnel.

Pour éviter le piège du face-à-face national, les syndicats européens se coordonnent. Allemands et Belges sont venus soutenir leurs collègues français devant le siège social du groupe, à Paris. Les Français ont protesté à Berlin pour soutenir le syndicat. Tous préparent la création d'un comité d'établissement européen et une mobilisation européenne pour imposer la mise en place des minima d'encadrement.